



KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France



Membre français de Grant Thornton International
100, rue de Courcelles

75017 Paris
France

Latécoère S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2015
Latécoère S.A.
135, rue de Périole - 31500 Toulouse
Ce rapport contient 48 pages
Référence : MD - 162.089 RCC



KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France



Membre français de Grant Thornton International
100, rue de Courcelles
75017 Paris
France

Latécoère S.A.

Siège social : 135, rue de Périole - 31500 Toulouse
Capital social : €. 186.694.330

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Latécoère S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I « Faits marquants » de l'annexe aux comptes consolidés qui traite notamment de la recapitalisation du Groupe et de l'assainissement de sa situation financière.

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2015 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, comme indiqué dans la note 2.3 « Utilisation d'estimations et hypothèses » des comptes consolidés. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Instruments de couverture

La note 2.17 « Actifs et passifs financiers » et la note 9 « Instruments dérivés » des comptes consolidés exposent les méthodes comptables et les modalités d'enregistrement des instruments de couverture.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par le Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables en vigueur et des informations fournies dans les deux notes précitées et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Contrats de construction

La note 2.15 « Stocks et en-cours de production » et la note 6.2 « Contrats de construction » des comptes consolidés exposent les méthodes comptables et les modalités de reconnaissance du revenu à l'avancement des contrats de construction, dont les résultats sont déterminés sur la base d'estimations, réalisées sous le contrôle de la Direction, pour ce qui concerne notamment les hypothèses industrielles et les taux de change. La note 2.15 souligne en outre que lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le Groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

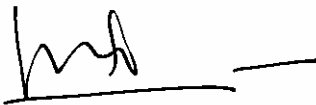
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes,

Labège, le 29 avril 2016

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Michel Dedieu
Associé

Paris, le 29 avril 2016

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Gilles Hengoat
Associé

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015

1 Etat de la situation financière consolidée

<i>En milliers d'euros</i>			
	Notes	31-déc.-15	31-déc.-14
Ecart d'acquisition	5.2	1 300	1 300
Autres immobilisations incorporelles	5.1	4 827	4 823
Immobilisations corporelles	5.1	91 565	89 722
Autres actifs financiers		2 441	6 471
Impôts différés	15.2	24 430	21 235
Instruments financiers dérivés	9.1	232	0
Autres actifs long terme		118	0
TOTAL ACTIF NON COURANT		124 910	123 552
Stocks et en-cours	6.1	424 088	417 612
Clients et autres débiteurs	8	194 566	164 841
Créances d'impôt	15.1	23 461	24 732
Instruments financiers dérivés	9.1	378	0
Autres actifs courants		1 881	2 784
Trésorerie et équivalents de trésorerie		90 370	33 366
TOTAL ACTIF COURANT		734 723	643 335
TOTAL ACTIF		859 633	766 887

<i>En milliers d'euros</i>			
	Notes	31-déc.-15	31-déc.-14
Capital	10.2	186 694	23 091
Primes liées au capital		213 607	93 095
Actions propres		1 588	1 625
Autres réserves		-10 380	-9 218
Résultats non distribués		-5 435	1 972
CAPITAL EMIS ET RESERVES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE		386 073	110 566
Participations ne donnant pas le contrôle		2 834	1 588
TOTAL CAPITAUX PROPRES		388 907	112 133
Emprunts et dettes financières	13.1	92 304	174 797
Avances remboursables		39 264	38 171
Engagements envers le personnel	12	16 784	15 839
Autres provisions	11	1 050	943
Impôts différés	15.2	1 292	503
Instruments financiers dérivés	9.1	8 379	0
Autres passifs long terme		22 961	19 285
TOTAL PASSIF NON COURANT		182 036	249 538
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	13.1	62 093	168 743
Avances remboursables		1 699	1 038
Fournisseurs et autres créditeurs	14	180 177	185 813
Dettes d'impôt		3 529	3 024
Autres passifs courants		16 199	18 549
Instruments financiers dérivés	9.1	24 994	28 048
TOTAL PASSIF COURANT		288 691	405 216
TOTAL DES PASSIFS		470 726	654 753
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		859 633	766 887

2 Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros			
	Notes	31-déc.-15	31-déc.-14
Chiffre d'affaires		712 423	664 074
Autres produits de l'activité		1 293	791
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		-646	12 024
Achats consommés et charges externes	17	-430 734	-398 344
Charges de personnel		-232 448	-238 116
Impôts et taxes		-14 234	-8 599
Dotations aux amortissements et pertes de valeur		-12 411	-12 009
Dotations nettes aux provisions d'exploitation		-84	-253
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants		1 893	4 429
Autres produits	18	15 890	15 463
Autres charges		-2 950	-2 188
RESULTAT OPERATIONNEL		37 994	37 273
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>		<i>5,33%</i>	<i>5,61%</i>
Coût de l'endettement financier net		-12 560	-14 710
Gains et pertes de change réalisés		-6 650	-4 978
Autres charges et produits financiers réalisés		-4 024	-9 302
Résultat financier réalisé		-23 235	-28 990
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés		-6 910	-10 867
Autres charges et produits financiers latents		-3 749	1 331
Résultat financier latent		-10 660	-9 536
RESULTAT FINANCIER	19	-33 895	-38 527
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		0	0
Impôts sur les bénéfices	20	-2 278	1 616
RESULTAT NET		1 820	362
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère		264	135
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 556	227
<i>Résultat attribuable au Groupe / chiffre d'affaires</i>		<i>0,04%</i>	<i>0,02%</i>
Moyenne pondérée titres période		30 183 526	11 521 751
Résultat de base par action	10.2	0,01	0,01
Résultat dilué par action	10.2	0,01	0,01

3 Etat du résultat global consolidé

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
RESULTAT NET DE LA PERIODE (1)	1 820	362
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :		
- Eléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :		
Engagement de rachat sur minoritaires	17	-1 130
Ecart actuariel des engagements de retraite	-103	-764
Autres	87	-268
Produit (charge) d'impôt sur les éléments non reclassés ultérieurement	35	262
- Eléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net :		
Ecart de conversion	-2 431	-219
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)	1 999	-28 053
Produit (charge) d'impôt sur les éléments ultérieurement reclassés	-652	9 778
TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (2)	-1 047	-20 392
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL (1+2)	773	-20 031
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	-821	-20 266
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 594	235

4 Tableau des flux de trésorerie consolidé

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Résultat net de la période	1 820	362
Ajustement pour :		
Amortissements et provisions ¹	16 590	21 719
Élimination des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	7 102	10 867
Autres éléments sans impact de trésorerie	126	141
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	25 638	33 088
Charge d'impôts	2 278	-1 616
Coût de l'endettement financier	12 560	14 710
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET IMPÔT	40 477	46 182
Variation des stocks nets de provisions ¹	-6 648	-12 354
Variation des clients et autres débiteurs nets de provisions ¹	-28 688	-7 131
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	-2 701	21 408
Impôt payé	-4 916	-2 454
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	-2 477	45 651
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (dont variation des fournisseurs d'immobilisations)	-15 014	-15 083
Acquisition d'actifs financiers	-98	-6
Variation des prêts et avances consentis	170	-677
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	30	27
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-14 911	-15 739
Augmentation de capital ²	284 115	369
Acquisitions ou cessions d'actions propres	-39	-65
Emission d'emprunts ³	100 000	0
Remboursement d'emprunts ⁴	-230 828	-3 397
Intérêts financiers versés	-11 486	-15 504
Dividendes payés	-328	-325
Flux liés aux avances remboursables	1 754	167
Autres flux liés aux opérations de financement ⁵	-65 867	1 691
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	77 321	-17 064
+/- Incidence des variations de change	-308	-22
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	59 625	12 826
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	30 720	17 894
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	90 344	30 720

¹ Afin d'améliorer la lisibilité du tableau des flux de trésorerie, le Groupe a décidé de présenter à partir du 31/12/2015 un BFR net de provisions. Les variations de provisions ont été incluses sur la ligne "Variation des stocks nets de provisions" et "Variation des clients et autres débiteurs nets de provisions". L'impact de ce reclassement s'élève à 4 429 K€ pour l'exercice 2014.

² Pour 2015 correspond à 3,8 M€ au titre de l'exercice des bons de souscription d'actions et à 280,3 M€ au titre de la restructuration de la dette

³ Pour 2015, correspond l'émission du nouveau crédit syndiqué

⁴ Pour 2015, correspond principalement au remboursement de la tranche B du crédit syndiqué

⁵ Pour 2015, correspond au remboursement des crédits à court terme pour 52,5 M€ et aux frais décaissés relatifs à la restructuration de la dette pour 15,9 M€

5 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Capital émis	Reserves liées au capital	Titres auto-détenus	Reserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Ecart de conversion	Autres variations	Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
31-déc.-2013	23 017	92 800	1 691	11 290	9 678	-5 714	-2 233	130 528	1 657	132 185
Opération sur capital	74	295						369		369
Paiements fondés sur des actions								0		0
Opérations sur titres auto-détenus			-65					-65		-65
Dividendes								0	-325	-325
Autres variations										
Transactions avec les actionnaires	74	295	-65	0	0	0	0	304	-325	-21
Résultat net de l'exercice (1)				136				136	227	362
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					-18 294			-18 294		-18 294
Instruments financiers : écarts de conversion					18			18		18
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat						-226		-226	7	-219
Autres variations							-1 899	-1 899	1	-1 898
Autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	0	-18 276	-226	-1 899	-20 401	8	-20 392
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	0	0	0	136	-18 276	-226	-1 899	-20 266	235	-20 031
31-déc.-2014	23 091	93 095	1 625	11 424	-8 597	-5 939	-4 133	110 598	1 568	112 133
Opération sur capital	163 603	120 512		-8 602				275 314		275 314
Paiements fondés sur des actions				1 055				1 055		1 055
Opérations sur titres auto-détenus			-39					-39		-39
Dividendes								0	-328	-328
Autres variations										
Transactions avec les actionnaires	163 603	120 512	-39	-7 747	0	0	0	276 329	-328	276 001
Résultat net de l'exercice (1)				284				284	1 556	1 820
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					1 363			1 363		1 363
Instruments financiers : écarts de conversion					-18			-18		-18
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat						-2 468		-2 468	36	-2 431
Autres variations							36	36	1	36
Autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	0	1 347	-2 468	36	-1 086	36	-1 047
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	0	0	0	284	1 347	-2 468	36	-821	1 594	773
31-déc.-2015	185 684	213 607	1 586	3 942	-7 251	-8 408	-4 097	386 073	2 834	388 907

Notes annexes aux comptes consolidés

GENERALITES

- NOTE 1 Faits marquants
- NOTE 2 Principes comptables
- NOTE 3 Périmètre de consolidation
- NOTE 4 Segments opérationnels

DETAIL DU BILAN

- NOTE 5 Immobilisations
- NOTE 6 Stocks et en-cours et contrats de construction
- NOTE 7 Actifs financiers
- NOTE 8 Clients et autres débiteurs
- NOTE 9 Instruments dérivés
- NOTE 10 Capitaux propres
- NOTE 11 Provisions non courantes
- NOTE 12 Avantages au personnel
- NOTE 13 Passifs financiers
- NOTE 14 Fournisseurs et autres créditeurs
- NOTE 15 Impôts

DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

- NOTE 16 Chiffre d'affaires
- NOTE 17 Achats consommés et charges externes
- NOTE 18 Autres produits
- NOTE 19 Détail du résultat financier
- NOTE 201 Charge d'impôts

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- NOTE 21 Gestion des risques
- NOTE 22 Effectif moyen
- NOTE 23 Engagements financiers et passifs éventuels
- NOTE 24 Parties liées
- NOTE 25 Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)
- NOTE 26 Evénements postérieurs à la clôture

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

LATECOERE est une société anonyme de droit français, domiciliée à Toulouse – France.

Les états financiers consolidés du groupe LATECOERE pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, comprennent la société mère et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme le Groupe) et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 mars 2016. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

NOTE 1 FAITS MARQUANTS

Recapitalisation du Groupe

Conformément au Protocole de Conciliation signé avec ses créanciers le 26 mai 2015 et suite à l'approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires du projet de restructuration les 29 juin et 15 juillet 2015, le Groupe a réalisé deux augmentations de capital successives pour un montant cumulé de 280 M€ :

- La première augmentation de capital réservée aux prêteurs du crédit syndiqué s'est élevée à 57 M€ et a été réalisée par conversion de créances. A l'issue de cette opération, les prêteurs détenaient une participation de 37,4% dans le capital du Groupe.
- La seconde augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel pour un montant de 223 M€ a permis au Groupe de rembourser le crédit syndiqué à hauteur de 123 M€ et de conserver 100 M€. Au regard du succès de l'opération, le poids des prêteurs dans le capital du Groupe est resté inchangé.

A l'issue de l'Augmentation de Capital avec Maintien du DPS, le capital social de Latécoère s'élève à 187 M€.

Nouvelle gouvernance

Conformément aux résolutions votées en Assemblée Générale, le Groupe s'est doté, à compter du 22 septembre 2015, d'une nouvelle gouvernance d'entreprise évoluant ainsi d'une structure à Conseil de Surveillance et Directoire à une structure à Conseil d'Administration. Ainsi Frédéric Michelland est nommé Directeur Général et Olivier Regnard, Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'Administration du Groupe est composé de :

- Monsieur Pierre Gadonneix, Président du Conseil d'Administration ;
- Monsieur Frédéric Michelland, Directeur Général ;

- Messieurs Jean-Luc Allavena, Christophe Villemain et Robert Séminara représentants Apollo ;
- Messieurs Matthew Glowasky et Josiah Rotenberg représentants Monarch Capital ;
- Madame Claire Dreyfus-Cloarec, Madame Isabelle Azemard et Monsieur Francis Niss membres indépendants.
- Monsieur Jean-Louis Peltraux, représentant des actionnaires salariés.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de l'exercice 2015 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2015.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

2.2 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

Les nouvelles normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2015, concernent uniquement l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes ».

L'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » précise les modalités de reconnaissance, au passif du bilan consolidé, des impôts et taxes entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ». Elle précise notamment les rythmes de comptabilisation qu'il convient d'appliquer à ces prélèvements et se fonde généralement pour cela sur leur fait générateur légal. En revanche, l'interprétation IFRIC 21 ne traite pas de la contrepartie à enregistrer au titre du passif.

Au niveau du Groupe, l'application de cette interprétation s'est principalement traduite par la modification, à chaque arrêté intermédiaire, du rythme de reconnaissance en résultat de deux droits ou taxes en vigueur en France et auparavant constatées prorata temporis : la taxe foncière et la contribution sociale de solidarité des sociétés

(C3S). L'application d'IFRIC 21 n'a donc pas d'incidence sur les résultats annuels et sur le compte de résultat de l'exercice 2014. Les impacts d'IFRIC 21 sur le bilan consolidé du 31 décembre 2014 sont peu significatifs. Celui-ci n'a, en conséquence, pas été retraité.

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2015 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes » ;
- Amendements à IAS 1 « Amélioration des informations à fournir en annexe » ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel » ;
- Améliorations annuelles, cycles 2010-2012 et 2012-2014.

LATECOERE réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes.

2.3 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part du Conseil d'Administration de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Le Groupe formule des hypothèses et établit régulièrement sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances ; elles intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture et les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. Le Conseil d'Administration revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction (note 6) ;
- les avantages au personnel (note 12) ;
- les actifs d'impôts différés ;
- les provisions sur stock ;

- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- la juste valeur des instruments financiers.

Au 31 décembre 2015, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte économique mondial avec un degré de volatilité encore élevé au regard des perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du Groupe à la date de clôture notamment concernant :

- les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique,
- les perspectives d'évolution du dollar à long-terme.

2.4 Filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société LATECOERE sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La notion de contrôle est existante dès lors que la société mère détient directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise et d'en tirer un avantage dans ses activités.

La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. La part des actifs et résultats attribuables à des actionnaires minoritaires est comptabilisée en tant qu'intérêts minoritaires au niveau du bilan et du compte de résultat consolidé. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle.

2.5 Entreprises associées

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %.

La méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser au bilan un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée, majorée le cas échéant du goodwill généré par l'acquisition d'origine.

2.6 Elimination des opérations internes au Groupe

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. Il en va de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, résultats de cession) qui sont éliminés du résultat consolidé. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

2.7 Méthode de conversion des éléments en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires figurant au bilan à la date d'arrêté sont revalorisés au cours de change de cette date. Les différences issues de cette revalorisation sont comptabilisées en résultat.

2.8 Etats financiers des entités étrangères

Les postes de l'actif et du passif des entités consolidées dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres de chaque entité qui sont comptabilisés au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés (écart de conversion).

Conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

2.9 Ecarts d'acquisition

En application de la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont évalués et comptabilisés selon les principes décrits ci-dessous.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la norme IFRS 3 révisée. Les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable (y compris ajustements de juste valeur) de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises. Les coûts directs liés à l'acquisition (frais de transaction) sont constatés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toute quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise, avant la prise de contrôle, est réévaluée à sa juste valeur et le produit ou la perte correspondante enregistrée en résultat.

Les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et les changements de juste valeur seront dans le futur constatés en résultat au delà du délai d'affectation d'un an. Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au

delà du délai d'affectation, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat. Le prix d'achat payé par l'acquéreur, qui inclut une part contingente, est évalué et reconnu à sa juste valeur à la date d'acquisition, les variations subséquentes de juste valeur de la part contingente présentées au passif, étant reconnues conformément à IAS 39, IAS 37 ou autre norme IFRS applicable, seront comptabilisées soit en résultat net, soit en Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.

A la date d'acquisition, le goodwill déterminé à l'occasion de chaque regroupement d'entreprises pourra être évalué soit sur la base de la quote-part de l'actif net acquis (y compris ajustements de juste valeur), soit sur la base de la valeur globale de l'entreprise.

Lorsqu'ils sont générés par l'acquisition de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement, les écarts d'acquisition positifs sont portés à l'actif du bilan dans la rubrique « Ecarts d'acquisition » et les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat. En revanche, les écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont enregistrés dans la ligne « participations comptabilisées par mise en équivalence » conformément à IAS 28.

Les écarts d'acquisition peuvent être corrigés dans le délai d'affectation d'un an après la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis. Au-delà de ce délai, les ajustements sont enregistrés en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an et à chaque fois qu'il existe des événements ou circonstances indiquant une perte de valeur.

Avant le 1^{er} janvier 2010

Les écarts d'acquisition représentent la différence constatée entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004, les écarts d'acquisition sont maintenus à leur coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent.

Conformément à IFRS 3 et IAS 36, les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Ils ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation sur une base annuelle et en cas d'indices de perte de valeur. Le test de dépréciation est réalisé selon les principes décrits dans la note 2.12. Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés en résultat sur la période.

2.10 Autres actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires identifiables (résultant d'un droit légal ou susceptibles d'être vendus, transférés, loués ou

échangés de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif), sans substance physique, détenus en vue d'une utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

Les immobilisations incorporelles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- probabilité d'obtenir des avantages économiques futurs attribuables à cet actif ;
- évaluation fiable du coût de l'actif.

Le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme de consommation par l'entreprise des avantages économiques de l'immobilisation.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées selon les mêmes principes.

Les actifs incorporels détenus par le Groupe sont principalement :

- des coûts d'acquisition de contrats dans le cadre de regroupement d'entreprises, amortis sur la durée des contrats ;
- des logiciels et autres licences (durée d'amortissement sur 4 ans).

Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité. Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie. Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 2.12. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges. Les frais de développement sont obligatoirement activés en IFRS si tous les critères suivants sont vérifiés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle va générer des avantages économiques probables futurs ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer les dépenses de façon fiable.

A ce jour, les dépenses de développement supportées par le Groupe sont essentiellement engagées dans le cadre de contrats de partenariat répondant aux caractéristiques des contrats définis par l'IAS 11 comme des contrats de construction. Ces dépenses suivent donc le traitement détaillé en note 2.15.

2.11 Actifs corporels

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût directement attribuable (incluant le prix d'achat, les taxes payées et les frais directs d'achat), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures relatives à des immobilisations corporelles sont comptabilisées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues si elles maintiennent le niveau de performance de l'actif. Elles sont en revanche ajoutées à la valeur comptable de l'immobilisation initiale quand les avantages économiques futurs sont supérieurs au niveau initial de performance et que leur coût peut être évalué de façon fiable.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs (composants) si les durées d'utilité sont différentes. De ce fait chaque élément d'actif est amorti sur une durée distincte. Le Groupe a défini des familles de biens pouvant faire l'objet d'une décomposition et les durées d'utilité des composants ainsi déterminés.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par le Groupe n'ont pas pour vocation à être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 2.12. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les subventions reçues par le Groupe dans le cadre d'aides au financement d'actifs industriels immobilisés sont comptabilisées en déduction de la valeur d'origine du bien.

L'ensemble des amortissements associés aux familles et aux sous-familles est repris ci-dessous.

Famille	Durée d'amortissement
Construction	15 - 40 ans
Installations générales	10 - 20 ans
Installations techniques	6 2/3 - 20 ans
Outils	3 ans
Matériel électronique	5 ans
Matériels Informatiques	3 - 5 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau	6 2/3 ans
Mobilier	10 ans

2.12 Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié (baisse de valeur sur le marché ou obsolescence accélérée par exemple), un test de dépréciation est réalisé.

Concernant les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation ou dont la durée d'utilité est indéfinie, et pour les écarts d'acquisition, ce test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité d'un actif, le Groupe utilise :

- les prévisions de flux de trésorerie (avant impôt et frais financiers) basés sur des hypothèses qui retiennent l'actif dans son état actuel et représentent la meilleure estimation des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité de l'actif restant à courir ;
- le taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le taux d'actualisation ne reflète pas les risques dont il a été tenu compte lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les actifs sont donc « rattachés » à des Unités Génératrices de Trésorerie (le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Compte tenu du fait qu'à l'intérieur de chaque secteur d'activité du Groupe, les actifs immobilisés utilisés ne sont pas spécifiques à une activité ou à une branche mais sont utilisables par l'ensemble du secteur (pas d'indépendance des entrées de trésorerie entre eux), les Unités Génératrices de Trésorerie retenues sont les différents secteurs d'activité du Groupe pris individuellement.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à cette Unité Génératrice de Trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'Unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'Unité.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

2.13 Coûts d'emprunt

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles nécessitant au moins 12 mois de préparation avant leur mise en service sont intégrés à la valeur brute de ces actifs dits « qualifiés ». La valeur brute des stocks du Groupe répondant à la définition d'un actif qualifié au sens de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » est également ajusté.

Lorsqu'un actif qualifié est financé par un emprunt spécifique, le coût supplémentaire pris en compte dans sa valeur brute correspond aux intérêts effectivement comptabilisés sur la période, net des produits perçus sur les fonds non encore utilisés. Lorsqu'un actif qualifié ne bénéficie pas d'un emprunt spécifique, le coût d'emprunt capitalisé correspond au taux d'endettement général moyen sur la période.

2.14 Contrats de location

Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels le groupe LATECOÈRE supporte la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont considérés comme des contrats de location financement conformément à l'IAS 17 et font à ce titre l'objet d'un retraitement. Les actifs ainsi détenus sont comptabilisés pour leur juste valeur ou la valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location si celle-ci est inférieure. Ces actifs sont ensuite amortis en fonction de leur durée d'utilité. Dans le cas où la société n'a pas de certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat, ces actifs sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité et la durée du contrat.

Une dette financière est reconnue au titre de chaque contrat de location financement.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces

contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

2.15 Stocks et en-cours de production

Matières

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les matières premières et équipements lorsque leur valeur de réalisation nette est inférieure à leur valeur comptable. Les stocks de matières sont valorisés selon la méthode du prix moyen pondéré.

Travaux en-cours (hors contrats de construction)

La valeur brute des travaux en-cours est évaluée suivant la méthode du coût de revient complet. Les frais hors production (frais financiers, frais de commercialisation, devis sans suite, frais administratif...) sont exclus de cette valorisation. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les travaux en-cours lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

Contrats de construction / partenariat

Le Groupe a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction au sens de IAS 11 :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous :

Les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a. pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b. pour les coûts :

- les coûts directement liés au contrat ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement qui est calculé par rapport à la livraison des éléments (« milestones »). En effet le Groupe facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude

est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement.

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque le risque de change a fait l'objet d'un contrat de couverture, l'incidence de cette couverture est intégrée dans le calcul de la marge estimée. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Dans le cadre de contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production (courbe) qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

2.16 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats entrant dans les critères de IAS 11, il convient de se référer à la note 2.15 ;
- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

2.17 Actifs et passifs financiers

Le Groupe applique IAS 32, IAS 39 et IFRS 7. Ces normes définissent quatre catégories d'actifs financiers et deux catégories de passifs financiers :

- les actifs et passifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat : il s'agit des instruments dérivés n'entrant pas dans le cadre de la comptabilité de couverture ainsi que des placements de trésorerie désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- les actifs financiers disponibles à la vente évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres (le Groupe ne détient pas de tels actifs) ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût amorti : aucun actif n'entre, à ce jour, dans cette famille ;
- les prêts et créances émis par l'entreprise évalués au coût amorti ;
- les autres passifs financiers évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises

étrangères et sur les taux d'intérêts afin de couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux. Les instruments de couverture sont des ventes et achats à terme de devises et des tunnels d'options pour le change et des couvertures sous forme de « collar » pour les taux. Les instruments dérivés sont évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur au compte de résultat à l'exception des instruments de couverture désignés ci-après. La juste valeur des instruments dérivés est évaluée par une société indépendante. Elle tient compte de la valeur de l'instrument dérivé à la date de clôture (mark to market). Les instruments dérivés sont comptabilisés à la date de transaction.

Le Groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires en dollar US. Compte tenu de l'importance de ces flux, une stratégie de couverture des flux futurs dans cette devise a été mise en place en application des principes suivants :

- couverture d'une partie des encaissements futurs estimés avec certains clients ;
- prise en compte d'une probabilité de réalisation de ces flux futurs ; ceci permet d'apprécier les besoins de couverture relatifs à chaque sous-jacent pris en considération dans le cadre de la comptabilité de couverture.

De même, la société LATECOERE Czech Republic s.r.o., filiale tchèque de la société LATECOERE, réalise son chiffre d'affaires en euros alors que ses charges sont en couronnes tchèques (CZK). Compte tenu de la croissance de l'activité de cette filiale et de la volatilité actuelle de la couronne tchèque, le Groupe qui avait mis en place des instruments de couverture des flux futurs dans cette devise a décidé de qualifier ces instruments d'instruments de couverture au regard de IAS 39. Jusqu'au 30 juin 2008, ces instruments étaient comptabilisés en juste valeur par résultat. Les critères permettant l'application d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie sont respectés depuis le 1er juillet 2008. Les flux couverts depuis cette date sont les flux budgétés considérés comme hautement probables des charges d'exploitation et des charges financières de la société LATECOERE Czech Republic s.r.o.

Les instruments dérivés qui font l'objet d'une comptabilité de couverture ont donné lieu à la mise en place d'une documentation conforme à IAS 39. Des tests d'efficacité sont réalisés à la mise en place des instruments de couverture et à chaque clôture. En fonction de la nature de l'élément couvert, le Groupe procède à deux formes de comptabilisation :

- les couvertures de juste valeur qui couvrent l'exposition à la variation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan du fait de l'évolution des taux ou du change ;
- les couvertures de flux de trésorerie qui couvrent l'exposition aux variations de flux futurs de trésorerie d'éléments d'actif ou de passif existants ou futurs.

Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existant, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contre-partie du compte de

résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité.

Les couvertures de flux de trésorerie futurs qui remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture sont traitées dans les comptes consolidés du Groupe de la façon suivante :

- la part efficace du produit ou de la perte sur l'instrument de couverture est directement comptabilisée au niveau des capitaux propres (net d'impôt différé) ; la part inefficace et la valeur temps des options (non qualifiée) sont reconnues immédiatement en résultat financier ;
- les profits ou les pertes comptabilisés dans les capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle le sous-jacent couvert est comptabilisé au compte de résultat, comme par exemple lorsque le chiffre d'affaires prévu se réalise.

A chaque clôture, chaque instrument de couverture existant fait l'objet d'une actualisation de sa juste valeur et d'une mise à jour du test d'efficacité propre à chaque couverture. Si une couverture à l'issue du test s'avère inefficace, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Certains instruments financiers ne sont pas traités comme des instruments de couverture car ils ne répondent pas aux critères de qualification fixés par IAS 39. Dans ce cas, les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisés en résultat financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et les financements par mobilisation de créance (ne respectant pas les critères de décomptabilisation d'actifs) qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe sont une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie. Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, et facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Ces placements sont évalués en juste valeur.

Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à la juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif. A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur des passifs financiers évalués au coût amorti (emprunts à taux fixe essentiellement), mentionnée en annexe, a été déterminée par un organisme indépendant sur la base d'une technique de valorisation.

Détermination de la valeur de marché

Les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat et les dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés à leur valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :
 - des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues
 - des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

La distinction entre les deux modes de valorisation est opérée selon que le marché sur lequel est traité l'instrument est actif ou non.

Pour un instrument donné, est considéré comme actif et donc liquide, un marché sur lequel des transactions sont régulièrement opérées ou sur lequel des transactions sont effectuées sur des instruments très similaires à l'instrument faisant l'objet de l'évaluation.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Dans le cas de marché inactif, par exemple exprimé par une raréfaction des contreparties, le Groupe se réserve la possibilité de recourir à des modèles mathématiques évaluant les risques sur la base des hypothèses que prendraient normalement les participants au marché, selon un horizon correspondant à la durée des instruments concernés, dans le respect des dispositions de la norme IAS 39.

Engagements de rachat de minoritaires

En application de la norme IAS 32, les engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe sont enregistrés en passifs non courants au

bilan. La contrepartie de cette dette est reconnue en déduction des capitaux propres part du Groupe. La dette est réévaluée à chaque clôture à la valeur actuelle de remboursement, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente. Toute variation de valeur est comptabilisée en capitaux propres.

2.18 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients et les autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. La perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Dans le cadre de la mise en place de financement court terme, le Groupe effectue avec certains partenaires financiers, des opérations de mobilisation de créances. Les actifs financiers correspondant sont décomptabilisés en tout ou partie si les contrats de mobilisation de créance respectent les conditions suivantes :

- transfert du droit contractuel à percevoir la trésorerie ;
- cession à un partenaire financier des risques et avantages liés à cette créance ;
- le partenaire financier supporte entièrement le risque de non règlement de cette créance pour des motifs financiers uniquement ; le Groupe restant garant de l'ensemble des risques techniques et industriels ;
- le recouvrement de la créance est à la charge du partenaire financier. Toutefois, ce dernier peut contractuellement demander au Groupe d'effectuer pour son compte cette démarche vis-à-vis des créanciers.

Les contrats ne respectant pas ces critères ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des créances.

2.19 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

2.20 Actions propres

Les actions propres, quelle que soit leur utilisation, sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'auto-contrôle est imputé directement en capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

2.21 Provisions

Le Groupe constitue une provision dès lors que :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant de la provision est déterminé sur la base de la meilleure estimation liée à l'obligation. L'estimation des provisions est analysée à chaque clôture et si nécessaire, son montant est mis à jour.

La provision est maintenue dans les comptes tant que des informations précises (délai et montant) ne permettent pas de statuer sur son issue. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent peut être significatif, les provisions sont actualisées. Les provisions constatées par le Groupe n'ont pas fait l'objet d'une actualisation.

2.22 Avantages au personnel

Le Groupe provisionne certains avantages au personnel. Après analyse des réglementations spécifiques aux pays dans lesquels le Groupe est présent, il en ressort que ces provisions concernent principalement les sociétés françaises.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Engagements de retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à l'IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un actuaire indépendant. La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont depuis l'exercice 2010 reconnus en capitaux propres.

Médailles du travail

Le groupe LATECOERE comptabilise une provision sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel (IAS 19). Les estimations des obligations du Groupe au titre des médailles du travail (sociétés françaises uniquement) sont calculées par un actuaire indépendant.

Paiements fondés sur des actions

Le Groupe comptabilise une charge de paiements en actions relative à l'attribution à certains de ses salariés de plans d'attribution d'actions de performance. Cette charge est évaluée sur le fondement de calculs actuariels. Les principales hypothèses actuarielles (volatilité, rendement de l'action) retenues par le Groupe sont décrites par plan en note 10.4 Plan d'attribution d'actions gratuites.

2.23 Financements publics

Le Groupe, dans le cadre du développement de certains programmes, a obtenu des financements publics.

Ces financements de type « avances remboursables » sont contractuellement porteurs d'intérêts (calculés sur la base d'un taux de marché) vis-à-vis des organismes gestionnaires. Par conséquent, ces types de financements ne rentrent pas dans le cadre de gestion des subventions publiques et sont hors champ d'application de la norme IAS 20 dans la mesure où le succès du programme est probable.

A l'origine elles sont évaluées pour la contrepartie de la trésorerie reçue. A chaque clôture, elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Ces avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements se font au fur et à mesure des livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance.

Pour certains contrats, après remboursement intégral de l'avance, le Groupe continue de verser une redevance en fonction du chiffre d'affaires du programme, celle-ci étant considérée comme une charge d'exploitation.

2.24 Autres produits

Le Groupe comptabilise notamment dans les autres produits les subventions d'exploitation, le crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi.

2.25 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, il est comptabilisé en capitaux propres. L'impôt exigible est le montant de l'impôt estimé dû au titre de la période et de tout ajustement de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode bilanciale du report variable. Il est calculé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale, à l'exception des éléments suivants :

- écarts d'acquisition ;
- différences temporelles liées à des participations dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différés est effectuée en fonction de la façon dont le Groupe s'attend à ce que les actifs ou passifs se dénouent, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que si des bénéfices fiscaux futurs sur lesquels cet impôt pourra s'imputer sont probables. Les actifs d'impôt différés sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice suffisant soit réalisé. Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

NOTE 3 PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe exerçant, directement ou indirectement, un contrôle exclusif dans toutes les sociétés, celles-ci sont consolidées par intégration globale. Toutes les sociétés faisant partie du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Société	Pays	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation	
Segment Aérostructures :					
Aérostructure Industrie	LATECOERE	France		Société consolidante	
	LATECOERE do BRASIL	Brésil	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE CZECH REPUBLIC s.r.o (ex LETOV s.r.o)	République Tchèque	100%	100%	Intégration globale
	LETOV a.s. (Letov Letecká Vyroba a.s.)	République Tchèque	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE INC.	Etats Unis	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE DEVELOPEMENT	France	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE BIENES RAICES	Mexique	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE Mexico	Mexique	100%	0%	Intégration globale
	LATECOERE Mexico Services	Mexique	100%	0%	Intégration globale
Aérostructure Services	LATECOERE Services (ex LATecis)	France	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE Services Iberia (ex LATecis Iberia)	Espagne	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE Services Limited (ex LATecis UK limited)	Angleterre	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE Services Canada Inc. (ex LATecis Canada Inc.)	Canada	100%	100%	Intégration globale
	LATECOERE services GmbH	Allemagne	100%	100%	Intégration globale
	G*METRIC	France	51%	51%	Intégration globale
	G*METRIC GmbH	Allemagne	51%	51%	Intégration globale
	G*METRIC Limited	Angleterre	51%	51%	Intégration globale
Segment Systèmes d'interconnexion :					
LATelec	France	100%	100%	Intégration globale	
LATelec GmbH	Allemagne	100%	100%	Intégration globale	
SEA LATelec	Tunisie	100%	100%	Intégration globale	
LATelec Mexico	Mexique	100%	0%	Intégration globale	
LATelec Mexico Services	Mexique	100%	0%	Intégration globale	

NOTE 4 SEGMENTS OPERATIONNELS

Les secteurs ou segments présentés par le Groupe sont des composantes distinctes du Groupe engagées dans la fourniture de biens ou services liés (secteurs d'activité) et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs.

Les secteurs d'activité définis par le Groupe sont depuis 2013 :

- **Aérostructures** (regroupant la division Aérostructure Industrie et la division Aérostructure Services) ;
- **Systemes d'interconnexion.**

Ces deux secteurs représentent les activités industrielles du Groupe et font appel, le cas échéant, à des activités de services filialisées. Par ailleurs, l'ensemble des dépenses relatives à la position de maison mère de la Société LATECOERE sont maintenues dans le secteur Aérostructure.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations présentées par secteur sont basées sur le reporting interne du Groupe régulièrement examiné par la Direction Générale.

Les méthodes comptables utilisées par le Groupe pour l'établissement des données présentées par secteur opérationnel conformément à IFRS 8 sont identiques à celles utilisées par le Groupe dans le cadre de l'établissement de ses comptes consolidés en normes IFRS.

Il est à noter que trois clients du Groupe représentent chacun plus de 10% du chiffre d'affaires total consolidé. La répartition du chiffre d'affaires par client est présentée au chapitre 1 du présent document de référence.

Mesure de la performance économique

Le Groupe utilise comme principal indicateur alternatif de performance l'**EBIT ajusté**. Cet indicateur est destiné à présenter le niveau de performance opérationnelle des branches du Groupe.

Dans un souci de cohérence, depuis le 1^{er} juillet 2015, le Groupe a décidé de faire évoluer son principal indicateur alternatif de performance afin de suivre au mieux sa performance économique. En effet, la baisse très significative de l'euro par rapport au dollar a provoqué l'activation de certaines barrières liées aux options* de change et a conduit le Groupe à constater ces pertes en résultat financier conformément aux normes IFRS. Ce traitement comptable imposé par les normes IFRS ne permet plus de retranscrire la substance économique des couvertures euro/dollar dans l'indicateur utilisé.

En conséquence, depuis le 1^{er} juillet 2015, le Groupe a décidé d'intégrer dans l'**EBIT ajusté** l'intégralité des gains et pertes de change réalisés sur les couvertures de change euro/dollar et ceci dans le but de refléter dans l'**EBIT ajusté** la substance économique réelle de la stratégie de couverture au risque de change euro/dollar.

**Pour couvrir son risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats à terme et des options à barrière activante (tunnels d'options). Tous ces instruments ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39 « Instruments financiers »*

L'**EBIT ajusté** (précédemment appelé EBIT économique) représente au niveau des comptes consolidés le résultat opérationnel (EBIT) du Groupe retraité de la variation des Encours « Non recurring » net de provision, intégrant la totalité des gains et pertes de change réalisé sur les couvertures euro/dollar.

Pour des raisons analogues et afin de permettre au lecteur son suivi et sa comparabilité, le Groupe présente un **résultat net ajusté**. Il correspond au résultat net, retraité de la variation des Encours « Non recurring » net de provision et de la variation de juste valeur des instruments dérivés de change et de taux (comptabilisés au sein du résultat financier latent) nets des effets impôts correspondants

Enfin, l'**endettement net** correspond pour le Groupe aux emprunts et dettes financières courant et non courant et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Compte de résultat par segment opérationnel en données ajustées

Le passage des comptes consolidés aux comptes ajustés est présenté en page suivante.

En milliers d'euros	Aérostructure Industrie	%	Aérostructure Services	%	Eliminations inter-secteur	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Eliminations inter-secteur	Total
31/12/2015											
Chiffre affaires de l'activité	443 324	62%	107 009	15%	-10 778	539 557	76%	202 743	28%	-29 877	712 423
Chiffre d'affaires inter-secteur	-26 358	88%	-10 814	36%	10 778	-26 196	88%	-3 882	12%	29 877	0
Chiffre affaires consolidé	416 966	59%	96 395	14%	0	513 361	72%	198 862	28%	0	712 423
EBIT ajusté	16 133	67%	4 088	17%	0	20 189	64%	3 623	15%	125	23 937
EBIT ajusté / chiffre d'affaires	3,64%		3,79%			3,74%		1,79%			3,36%
Résultat financier réalisé ajusté	-12 489	98%	280	-2%	0	-12 189	96%	-534	4%	0	-12 723
Résultat financier latent ajusté	-1 957	52%	-635	17%	0	-2 592	69%	-1 158	31%	0	-3 749
Impôts société et autres	-1 192		-1 907		0	-3 099		-432		0	-3 531
Résultat net ajusté	816	13%	1 796	46%	0	2 310	59%	1 499	38%	125	3 935

En milliers d'euros	Aérostructure Industrie	%	Aérostructure Services	%	Eliminations inter-secteur	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Eliminations inter-secteur	Total
31/12/2014											
Chiffre affaires de l'activité	404 378	61%	103 315	16%	-9 672	498 021	75%	194 409	29%	-28 355	664 074
Chiffre d'affaires inter-secteur	-23 185	82%	-7 741	27%	9 672	-21 253	75%	-7 102	25%	28 355	0
Chiffre affaires consolidé	381 194	57%	95 574	14%	0	476 767	72%	187 307	28%	0	664 074
EBIT ajusté	-6 788	-145%	5 876	125%	0	-612	-19%	5 879	125%	-279	4 687
EBIT ajusté / chiffre d'affaires	-1,58%		5,89%			-0,19%		3,02%			0,77%
Résultat financier réalisé ajusté	-24 195	87%	-38	0%	0	-24 231	87%	-3 655	13%	0	-27 886
Résultat financier latent ajusté	403	30%	-168	-13%	0	234	18%	1 097	82%	0	1 331
Impôts société et autres	11 115		-1 622		0	9 492		-817		0	8 675
Résultat net ajusté	-19 466	148%	4 050	-31%	0	-16 417	117%	2 604	-19%	-279	-13 192

Bilan par segment opérationnel

En milliers d'euros	Aérostructure Industrie	%	Aérostructure Services	%	Eliminations inter-secteur	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Eliminations inter-secteur	Total
31/12/2015											
Immobilisations incorporelles	2 455	51%	1 975	41%	0	4 430	92%	397	8%	0	4 827
Ecart d'acquisitions	0	0%	1 300	100%	0	1 300	100%	0	0%	0	1 300
Immobilisations corporelles	71 066	78%	5 471	6%	0	76 537	84%	15 020	16%	8	91 565
Autres actifs financiers	26 944		271		0	27 215		283		-25 056	2 441
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	100 465	100%	9 017	9%	0	109 482	109%	15 699	16%	-25 048	100 133
Investissements nets	11 010	74%	926	6%	0	11 936	80%	2 975	20%	0	14 911
Stocks et en-cours	324 562	77%	1 029	0%	0	325 591	77%	99 430	23%	-953	424 068
Créances clients et autres débiteurs	115 782	60%	51 981	27%	-2 968	164 795	85%	64 800	33%	-35 031	194 566
Endettement net	37 553	59%	-4 557	-7%	0	32 996	52%	56 098	88%	-25 068	64 026
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	145 974	81%	36 085	20%	-2 968	179 093	99%	36 115	20%	-35 031	180 177
Total des actifs sectoriels	680 790	79%	66 569	8%	-2 968	744 393	87%	180 502	21%	-65 262	859 633

En milliers d'euros	Aérostructure Industrie	%	Aérostructure Services	%	Eliminations inter-secteur	Aérostructures	%	Systèmes d'interconnexion	%	Eliminations inter-secteur	Total
31/12/2014											
Immobilisations incorporelles	2 110	44%	2 243	47%	0	4 353	90%	470	10%	0	4 823
Ecart d'acquisitions	0	0%	1 300	100%	0	1 300	100%	0	0%	0	1 300
Immobilisations corporelles	69 577	78%	5 687	6%	0	75 264	84%	14 451	16%	8	89 722
Autres actifs financiers	80 296		964		0	81 260		1 407		-78 095	8 471
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	151 982	149%	10 094	10%	0	162 676	155%	16 327	16%	-78 067	102 316
Investissements nets	10 440	66%	3 182	20%	0	13 631	87%	2 108	13%	0	15 739
Stocks et en-cours	330 332	79%	1 207	0%	0	331 540	79%	87 151	21%	-1 678	417 612
Créances clients et autres débiteurs	102 560	62%	42 050	26%	-3 120	141 483	86%	118 746	72%	-95 389	164 841
Endettement net	299 884	97%	-6 187	-2%	0	293 697	95%	92 585	30%	-76 108	310 174
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	207 769	113%	30 615	17%	-3 120	235 258	127%	44 787	24%	-95 389	184 656
Total des actifs sectoriels	666 214	87%	58 618	8%	-3 120	721 706	94%	219 638	29%	-174 358	766 887

Tableau de passage du compte de résultat consolidé au compte de résultat ajusté

En milliers d'euros					
	31 déc -15 Données IFRS	Encours "Non recurring"	Reclassement Juste valeur des couvertures de change €/€ instruments dérivés		31 déc -15 Données ajustées
Chiffre d'affaires	712 423				712 423
Autres produits de l'activité	1 293				1 293
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-846	1 496			850
Achats consommés et charges externes	-430 734				-430 734
Charges de personnel	-232 448				-232 448
Impôts et taxes	-14 234				-14 234
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-12 411				-12 411
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-84				-84
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants	1 893	-5 039			-3 146
Autres produits	15 890				15 890
Autres charges	-2 950		-10 513		-13 462
Résultat opérationnel (EBIT)	37 984	-3 544	-10 513	0	23 937
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>	<i>5,3%</i>				<i>3,4%</i>
Coût de l'endettement financier net	-12 560				-12 560
Gains et pertes de change réalisés	-6 650		10 513		3 862
Autres charges et produits financiers réalisés	-4 024				-4 024
Résultat financier réalisé	-23 236	0	10 513	0	-12 722
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	-6 910			6 910	0
Autres charges et produits financiers latents	-3 749				-3 749
Résultat financier latent	-10 660	0	0	6 910	-3 749
RESULTAT FINANCIER	-33 894	0	10 513	6 910	-16 471
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0				0
Impôts sur les bénéfices	-2 278	1 220		-2 472	-3 531
					0
RESULTAT NET	1 821	-2 324	0	4 438	3 935
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	264				2 380
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 558				1 558

En milliers d'euros	31 déc - 14 Données IFRS	Encours "Non recurring"	Réclassement couvertures de change €/€	Juste valeur des instruments dérivés	31 déc - 14 Données ajustées
Chiffre d'affaires	684 074				684 074
Autres produits de l'activité	791				791
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	12 024	-29 706			-17 682
Achats consommés et charges externes	-398 344				-398 344
Charges de personnel	-238 116				-238 116
Impôts et taxes	-8 599				-8 599
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-12 009				-12 009
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-253				-253
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants	4 429	-1 775			2 654
Autres produits	15 483				15 483
Autres charges	-2 188		-1 104		-3 292
EBIT	37 273	-31 481	-1 104	0	4 687
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>	<i>5,6%</i>				<i>0,7%</i>
Coût de l'endettement financier net	-14 710				-14 710
Gains et pertes de change réalisés	-4 978		1 104		-3 873
Autres charges et produits financiers réalisés	-9 302				-9 302
Résultat financier réalisé	-28 990	0	1 104	0	-27 886
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	-10 867			10 867	0
Autres charges et produits financiers latents	1 331				1 331
Résultat financier latent	-9 536	0	0	10 867	1 331
RESULTAT FINANCIER	-38 526	0	1 104	10 867	-26 655
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0				0
Impôts sur les bénéfices	1 616	10 839		-3 780	8 675
					0
RESULTAT NET	363	-20 642	0	7 087	-13 192
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	135				-13 419
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	227				227

NOTE 5 IMMOBILISATIONS
5.1 Variation des immobilisations
Valeur Brute des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-14	Incidence des var. de change	Autres	Acquisitions	Cessions	31-déc.-15
Cessions, brevets & droits similaires	13 573	-17	1 293	657	-95	15 411
Autres immobilisations incorporelles	4 579	0	-381	133	-1	4 329
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 152	-17	912	789	-97	19 740
Terrains	5 755	-179	0	0	0	5 576
Constructions	53 120	-1 072	248	1 364	0	53 660
Installations techniques, matériel & outillage	95 488	-2 338	3 380	4 756	-1 370	99 915
Autres immobilisations corporelles	22 113	-338	-1 964	1 394	-552	20 654
Immobilisations en cours	12 781	13	-2 571	6 900	-42	17 081
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	3	0	-3	0	0	0
Crédit bail immobilier	9 682	0	0	0	0	9 682
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	198 940	-3 914	-909	14 414	-1 983	206 568

Amortissements des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-14	Incidence des var. de change	Autres	Dotations	Reprises	31-déc.-15
Cessions, brevets & droits similaires	9 286	-5	0	1 781	-93	10 968
Autres immobilisations incorporelles	4 043	-8	0	-90	0	3 945
AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 329	-13	0	1 691	-93	14 913
Constructions	21 979	-383	0	2 032	-1	23 648
Installations techniques, matériel & outillage	69 652	-2 490	0	6 923	-1 339	72 746
Autres immobilisations corporelles	13 373	-272	0	1 423	-471	14 053
Crédit bail immobilier	4 213	0	0	343	0	4 556
AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS CORPORELLES	109 217	-3 125	0	10 720	-1 810	115 003

Valeur nette des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-14	31-déc.-15
Cessions, brevets & droits similaires	4 823	4 827
Autres immobilisations incorporelles	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 823	4 827
Terrains	5 755	5 576
Constructions	31 140	30 012
Installations techniques, matériel & outillage	25 835	27 169
Autres immobilisations corporelles	8 740	6 601
Immobilisations en cours	12 781	17 081
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	3	0
Crédit bail immobilier	5 469	5 126
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	89 722	91 565

Les immobilisations incorporelles comprennent notamment des logiciels et licences relatifs aux systèmes d'information du Groupe.

Les principales acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles de l'exercice 2015 concernent :

- du matériel et des outils de production pour 7,3 M€ principalement pour les sociétés LATECOERE CZECH REPUBLIC et LATECOERE

- le développement d'outils informatiques dans le cadre du schéma directeur des systèmes d'information pour un montant de 4,4 M€
- des investissements sur les constructions pour 2,1 M€.

A la clôture, il existe des garanties (nantissement, hypothèque) sur les immobilisations corporelles du Groupe s'élevant à 4 M€.

5.2 Ecart d'acquisition

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14	Méthode de détermination de la valeur recouvrable	Taux d'actualisation	Période d'actualisation	Taux de croissance
LATECOERE services	634	634	Méthode des flux de trésorerie	8,5%	Infinie	2,0%
G2 METRIC	466	466		8,5%		2,0%
UGT "Aérostructure"	1 300	1 300				

5.3 Contrats de location financement

En milliers d'euros	Paiement minimaux futurs au 31/12/15				Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au 31/12/15			
	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Batimap	640	480	0	1 120	599	469	0	1 068
LATECOERE	640	480	0	1 120	599	469	0	1 068
LB 2	47	141	0	187	40	147	0	187
LATelec	47	141	0	187	40	147	0	187
LB 2	124	620	219	963	78	393	299	769
LATecis	124	620	219	963	78	393	299	769
TOTAL	811	1 240	219	2 270	717	1 006	299	2 024

5.4 Test de dépréciation d'actifs

Conformément au principe énoncé en note 2.12, la valeur comptable de chaque UGT a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et de la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux de trésorerie actualisés calculés à partir des données issues du plan à moyen long terme. Pour l'ensemble des UGT, le taux d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant un coût moyen pondéré des capitaux est de 8,5% au 31 décembre 2015 contre 8,3% au 31 décembre 2014. Il repose sur un taux de marché sans risque majoré d'une prime de risque. Ce taux est calculé après impôt et est appliqué à des flux de trésorerie après impôts. Un seul taux d'actualisation a été utilisé pour toutes les UGT dans la mesure où les risques spécifiques à chaque UGT ont été pris en compte dans les flux de trésorerie prévisionnels.

La valeur terminale a été déterminée à partir du flux de trésorerie normatif auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 2%.

Au 31 décembre 2015, les tests effectués sur l'ensemble des UGT du Groupe n'ont pas conduit à constater de dépréciation.

Une analyse de sensibilité a été effectuée sur l'ensemble des UGT du Groupe en faisant évoluer les principales hypothèses retenues à savoir :

- une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ;
- une baisse du taux de croissance à l'infini de 50 point de base ;
- une baisse de la marge opérationnelle de la valeur terminale de 50 points de base

Les variations de ces principales hypothèses prises individuellement n'ont pas conduit à des valeurs d'utilité inférieures aux valeurs nettes comptables.

Par ailleurs, une augmentation de 250 points de base du taux d'actualisation aurait conduit à la comptabilisation d'une provision.

NOTE 6 STOCKS ET EN-COURS, CONTRATS DE CONSTRUCTION

6.1 Détail des stocks et en-cours

En millions d'euros	31-déc.-15			31-déc.-14		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Stocks Industriels	182 889	-18 971	163 918	176 741	-15 734	161 007
Encours "Non Recurring"	273 115	-12 988	260 149	274 611	-18 005	256 605
TOTAL	456 004	-31 957	424 088	451 352	-33 739	417 612

Les stocks et en-cours nets ont augmenté sur l'exercice de 6,5 M€ principalement sous l'effet conjugué :

- ▶ d'une augmentation des stocks industriels (Matières premières, pièces élémentaires et en-cours de production) de 3 M€,
- ▶ d'une augmentation de 3,5 M€ des en-cours « Non Recurring » (coûts de développement des programmes et courbe relatifs à des programmes suivis en contrats de construction), compte tenu notamment :
 - des dépenses consacrées aux programmes en phases de développement et/ou d'industrialisation

pour +27,4 M€ (B787 principalement et Embraer E-Jet E2),

- l'impact de la décroissance de coûts des programmes en phase de maturité (A380, Embraer E1 et F7X) pour - 28 M€.

Les stocks industriels comprennent les matières, pièces et les encours de fabrication. Les Encours « Non Recurring » sont composés des coûts de développement des programmes (encours NRC) et de la courbe comptabilisée en application de la norme IAS 11 (Contrats de construction).

6.2 Contrats de construction

En millions d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Encours nets reconnus à l'actif	298	302
Montant dû aux clients	0	0
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats*	3 031	2 924
Charges engagées depuis l'origine des contrats*	3 249	3 145
Avances remboursables	41	39

* Un contrat est arrivé à terminaison au cours de l'exercice 2014

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique. Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe. Par ailleurs, les flux dollars (chiffres d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, le Groupe a fondé ses prévisions sur une analyse historique du cours du dollar, des hypothèses d'évolution future du dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être

revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

Les principaux contrats de constructions concernent les programmes suivants : A380 (partie inférieure de la pointe avant, portes du pont supérieur, meubles électriques, harnais commerciaux), A400M (meuble électrique), F7X (harnais, tronçon de fuselage arrière), Embraer ERJ 170/190 (tronçon de fuselage et portes), B787 (portes passagers). Une information chiffrée détaillée par programme (et notamment les marges à terminaison) ne peut pas être communiquée pour des raisons de confidentialité.

NOTE 7 ACTIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31-déc.-15	Juste valeur
Actifs financiers non courant	2 441			2 441	
Clients et autres débiteurs	194 566			194 566	
Instruments financiers		54	554	608	608
Trésorerie et équivalent de trésorerie	26 053	64 318		90 370	64 318
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	223 060	64 372	554	287 985	64 925

<i>En milliers d'euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers		608		608
Trésorerie et équivalent de trésorerie	64 318			64 318
TOTAL	64 318	608	0	64 925

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31-déc.-14	Juste valeur
Actifs financiers non courant	6 471			6 471	
Clients et autres débiteurs	164 841			164 841	
Instruments financiers		0	0	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	20 226	13 140		33 366	13 140
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	191 537	13 140	0	204 678	13 140

<i>En milliers d'euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers		0		0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	13 140			13 140
TOTAL	13 140	0	0	13 140

La juste valeur des créances clients est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres débiteurs.

Le poste trésorerie et équivalent de trésorerie inclut les soldes débiteurs de banque pour 26 M€ au 31/12/2015 contre 20,2 M€ au 31/12/2014 et des placements à court terme disponibles et sans risque de variation significative de valeur pour 64,3 M€ au 31/12/2015 contre 13,1 M€ au 31/12/2014.

NOTE 8 CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Avances et acomptes versés sur commandes	820	1 244
Créances clients*	169 730	142 455
Comptes courants	285	18
Créances fiscales	16 060	11 793
Autres créances	7 672	9 331
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	194 566	164 841
Charges constatées d'avance	1 461	2 383
Autres actifs courants	421	401
TOTAL DES AUTRES ACTIFS COURANTS	1 881	2 784

* Au 31 décembre 2015, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 120,9 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 72,4 M€. Au 31 décembre 2014, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 108,2 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 67,5 M€.

Le Groupe restant responsable du recouvrement des créances clients cédées, ces créances sont maintenues à l'actif.

L'antériorité des créances clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Créances non échues	153 988	132 479
Créances échues < à 30 jours	8 548	7 665
Créances échues entre 30 et 60 jours	2 139	1 687
Créances échues entre 60 et 90 jours	2 654	242
Créances échues entre 90 et 180 jours	1 376	383
Créances échues > 6 mois	1 126	143
Provision pour créances douteuses	-100	-144
CRÉANCES CLIENTS	169 730	142 455

NOTE 9 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des hypothèses retenues dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison. Les fluctuations des parités peuvent entraîner des conséquences sur la marge opérationnelle, le résultat financier, les capitaux propres et l'endettement net.

Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD. Ainsi, le Groupe facture environ 78 % de ses ventes en dollars et achète environ 54 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. La couverture naturelle du Groupe sur le dollar USD représente environ 34 %.

Pour couvrir son exposition nette résiduelle, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture de change, de type ventes à terme ou tunnels d'options. Les tunnels d'options mis en place donnent la possibilité au Groupe d'être associé à une revalorisation du cours €/USD.

Au cours de l'exercice 2015, de nouveaux instruments financiers de couvertures (EUR/USD) ont été mis en place pour un montant total de 665 MUSD. Ce montant vise à couvrir 245 MUSD à un horizon de 2016, 340 MUSD à un horizon de 2017 et 80 MUSD à un horizon de 2018.

Au 31 décembre 2015, le Groupe a protégé environ 95% de son exposition nette 2016 par des ventes à terme et des tunnels d'options à des cours €/USD au pire de 1,20, 85% de son exposition 2017 à des cours €/USD au pire de 1,16 et 20% de son exposition 2018 à des cours €/USD au pire de 1,17.

Le Groupe dispose également de couvertures de change visant à se protéger des fluctuations de la couronne tchèque contre l'euro liées à sa filiale LATECOERE

Czech Republic s.r.o. et des fluctuations du réal brésilien par rapport au dollar liées à sa filiale LdB.

9.1 Informations sur la valeur des instruments dérivés et sur les notionnels couverts

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme et des tunnels d'options pour couvrir son risque de change. Le risque de taux d'intérêt est quant à lui couvert par des caps et des swaps de taux.

En milliers d'euros	Valeur au bilan		Notionnel*	Échéances		
	Actif	Passif		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture :						
- Contrats de change à terme BRL/USD	0	1 016	8 818	8 818	0	0
- Options de change** et contrats de change à terme EUR/USD	0	10 017	**			
- Options de change EUR/CZK**	54	0	**			
Couverture de flux de trésorerie :						
- Contrats de change à terme EUR/USD	346	10 375	225 958	142 372	83 586	0
- Options de change EUR/USD (valeur intrinsèque) ***	0	10 178	486 130	183 935	302 195	0
- Options de change EUR/CZK (valeur intrinsèque)	208	0	24 000	24 000	0	0
Instruments dérivés de change	608	31 685	744 908	359 124	385 781	0
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture :						
- Floor ****	0	1 788	97 908	0	97 908	0
Instruments dérivés de taux	0	1 788	97 908	0	97 908	0
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture	54	12 820	106 726	8 818	97 908	0
Instruments qualifiés de comptabilité de couverture	554	20 553	712 088	350 307	385 781	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS	608	33 373	818 814	359 124	483 689	0
dont instruments dérivés non courant	232	8 379				
dont instruments dérivés courant	376	24 994				

* Le notionnel est valorisé en milliers d'euros en utilisant le taux de change à la date de clôture

** Correspond principalement à la valeur temps des options et aux options digitales

*** Afin d'éviter la redondance de l'information, les montants notionnels total des options de change (valeur intrinsèque et valeur temps) sont mentionnés sur la ligne options de change (valeur intrinsèque)

**** Le floor correspond au dérivé incorporé du nouveau contrat de crédit syndiqué

9.2 Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments dérivés

Impact des couvertures de flux de trésorerie futurs

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à l'ouverture	-8 597	9 678
Variation de juste valeur efficace	-42 309	-25 118
Reclassement en résultat net de l'exercice *	44 324	-2 953
Ecart de conversion	-16	18
Effet d'impôt sur les variations de l'exercice	-652	9 778
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à la clôture	-7 250	-8 597

* dont 44,3 M€ ont impacté négativement le chiffre d'affaires du Groupe au 31 décembre 2015 (contre + 3,9 M€ au 31 décembre 2014)

Impact des instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15	31-déc.-14
Juste valeur à l'ouverture	-13 935	-3 564
Impact avant impôts sur résultat	1 169	-10 371
Juste valeur à la clôture	-12 766	-13 935

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES**10.1 Politique de gestion du capital**

Le Groupe LATECOERE considère comme un principe de bonne gouvernance de suivre les capitaux propres et l'endettement.

Par ailleurs, le Groupe mène une politique d'achat et de vente de ses propres actions dont le but principal est d'animer le cours de l'action (détail en note 10.3).

10.2 Composition du capital et résultat par action

	31-déc.-15	31-déc.-14
Nombre d'actions	93 347 165	11 545 499
Valeur nominale d'une action	2,00	2,00
Capital social en euros	186 694 330	23 090 998

L'augmentation de capital, au titre de l'exercice 2015, est liée à :

- l'exercice de bons de souscriptions d'actions (BSA) pour montant de 3 789 940 € et ayant donné lieu à l'émission de 378 994 actions nouvelles (impactant le capital social à hauteur de 757 988 € et la prime d'émission à hauteur de 3 031 952 €)
- l'impact de la restructuration financière décrite en note 1 « Faits marquants » et portant sur l'émission de 81 422 672 actions nouvelles pour un montant total de 280 325 353 € (impactant le capital social à hauteur de 162 845 344 € et la prime d'émission à hauteur de 117 480 009 €)

	31-déc.-15	31-déc.-14
Moyenne des titres émis	36 999 245	11 532 784
Moyenne des titres auto détenus	14 577	11 032
Moyenne pondérée des titres (a)	36 984 668	11 521 751
Effet dilutif sur bons de souscriptions en actions (BSA) délivrés (b)	0	675 860
Effet dilutif du plan d'actions de performance (c)	2 333 680	0
Total des titres dilués (a+b+c)	39 318 348	12 197 611
Résultat (part du Groupe) en euros	264 307	134 720
Résultat dilué	264 307	134 720
Résultat par action	0,01	0,01
Résultat dilué par action	0,01	0,01

10.3 Actions propres

En quantité	31-déc.-14	Acquisitions	Cessions	31-déc.-15	% du Capital
Titres LATECOERE	12 421	880 651	883 640	29 432	0,03%
En milliers d'euros	31-déc.-14	Acquisitions / Provisions	Cessions	31-déc.-15	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	108	5 589	5 578	120	4,06

10.4 Plan d'attribution d'actions de performance

Conformément à l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juillet 2015, le Conseil d'Administration a mis en place un plan d'attribution d'actions au bénéfice de certains membres du Comité Exécutif. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à des conditions de performance économique et boursière. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Plan du 22/09/2015
Date d'assemblée	15 juillet 2015
Date du Conseil d'Administration	22 septembre 2015
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	2 333 680
Période d'acquisition	4 tranches successives correspondant aux exercices sociaux 2015, 2016, 2017 et 2018
Durée d'acquisition	2 ans à compter de la date de leur attribution par le Conseil d'Administration
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive	2 ans à compter de la date d'acquisition
Conditions de performance	oui (cf détail ci-après)

Les conditions de performance sont constituées :

- D'un critère de performance boursière pour un montant total maximum de 1 166 840 actions sur la base d'une augmentation du cours de l'action Latécoère par rapport à un cours de référence fixé pour chaque exercice social (exercice de référence) au titre des années 2015 à 2018,
- D'un critère de performance économique pour un montant total maximum de 1 166 840 actions en fonction d'un niveau d'EBITDA Economique récurrent constaté pour chaque Exercice de Référence au titre des exercices 2015, 2016, 2017 et 2018.

Information sur la juste valeur du plan

Juste valeur	Plan du 22/09/2015
Cours d'action à la date d'octroi	3,4 €
Volatilité de l'action Latécoère	40%
Taux de rendement sans risque	0,05%
Juste valeur de l'option pour le plan de performance boursière	1,85 €
Juste valeur de l'option pour le plan de performance EBITDA	0,50 €
Juste valeur de l'option	1,17 €

La juste valeur des options, calculée par un actuaire externe, est déterminée, à la date d'attribution, à partir du modèle de simulation Monte-Carlo pour la partie relative à la condition de performance boursière et à partir du modèle Black & Scholes pour la partie relative à la condition de performance économique (EBITDA). La juste valeur du plan s'élève à 2,7 millions d'euros. La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits. Le montant enregistré en charge au titre de l'exercice 2015 s'élève à 1,1 millions d'euros.

Information sur l'évolution du plan

	31-déc.-15
Nombre d'actions attribuées en début de période	0
Actions attribuées	2 333 680
Actions acquises par les bénéficiaires	0
Actions annulées	0
Nombre d'actions attribuées en fin de période	2 333 680

NOTE 11 PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	31-déc.-14	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31-déc.-15
Provisions	943	903	-713	0	1 050

NOTE 12 AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un actuaire indépendant. Il est à noter que les engagements éventuels des filiales étrangères ne sont pas significatifs.

La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des

salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont entièrement reconnus en résultat de la période.

Les avantages au personnel comprennent les montants actualisés relatifs :

- aux médailles du travail comptabilisées au niveau des comptes sociaux ;
- aux engagements de retraite.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les montants comptabilisés par le Groupe au 31 décembre 2015.

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Engagements de retraite	14 849	13 797
Médailles du travail	1 935	2 042
TOTAL	16 784	15 839

12.1 Engagements de retraite

Les engagements de retraite comptabilisés au 31 décembre 2015 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 2.22.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 2,1% (comme en 2014), taux calculé sur la base des taux observés au 30 novembre 2015 d'obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

Il n'existe pas de coût des services passés différé à la clôture des exercices 2015 et 2014. Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres à compter de l'exercice 2010 et conformément à l'option offerte par la norme IAS 19 «Avantages au personnel », de reconnaître

l'intégralité des écarts actuariels dans la période dans laquelle ils se sont produits, en dehors du compte de résultat dans l'état du résultat global consolidé. L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total, dans la mesure où il n'existe pas d'écarts actuariels différés, ni de coûts des services passés différés. Aucun salarié ne devrait partir en 2016 ainsi aucune indemnité ne devrait être versée.

Une hausse de 0,25 point du taux d'actualisation conduirait à une diminution de la provision pour indemnités de départ à la retraite de - 595 K€. Pour information, et à hypothèses actuarielles identiques, la dotation aux provisions en 2015 devrait s'élever (hors départs) à 1 369 K€.

En milliers d'euros		
	31-déc.-15	31-déc.-14
Engagements à l'ouverture	13 797	12 084
Coût des services rendus au cours de la période	977	846
Charges nettes d'intérêt	309	384
Indemnités versées	-147	-281
Écarts actuariels (OCI)	-87	764
Engagements à la clôture	14 849	13 797
Charges de la période :		
Coût des services rendus au cours de la période	977	846
Charges nettes d'intérêt	309	384
TOTAL	1 286	1 231

12.2 Médailles du travail

Les engagements médailles du travail comptabilisés au 31 décembre 2015 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 2.22.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 2,1% (comme en 2014), taux calculé sur la base des taux observés au 30 novembre 2015 d'obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;

- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

Les indemnités liées aux salariés qui devraient partir en 2016 s'élèvent à 137 K€.

Une hausse de 0,25 point du taux d'actualisation conduirait à une diminution de la provision pour médailles du travail de - 39 K€. Pour information, et à hypothèses actuarielles identiques, la dotation aux provisions en 2015 devrait s'élever (hors départs) à 171 K€.

<i>En milliers d'euros</i>		
	31-déc.-15	31-déc.-14
Engagements à l'ouverture	2 042	1 977
Coût des services rendus au cours de la période	144	139
Charges nettes d'intérêt	45	62
Indemnités versées	-97	-98
Ecart actuariel	-199	-37
Engagements à la clôture	1 935	2 042
Charges de la période :		
Coût des services rendus au cours de la période	144	139
Charges nettes d'intérêt	45	62
TOTAL	189	201

NOTE 13 PASSIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>					
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31-déc.-15	Juste valeur
Avances remboursables			40 963	40 963	40 963
Crédit syndiqué - Tranche B			90 967	90 967	90 967
Crédit syndiqué - Autres tranches			0	0	0
Autres Emprunts bancaires			632	632	625
Affacturation			59 247	59 247	59 247
Financement crédit-bail immobilier			2 024	2 024	2 083
Facilités bancaires et autres			1 526	1 526	1 526
Autres passifs long terme			22 961	22 961	22 961
Instruments financiers dérivés	12 820	20 553		33 373	33 373
Fournisseurs et autres créanciers			180 177	180 177	180 177
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	12 820	20 553	398 498	431 871	431 923

<i>En milliers d'euros</i>				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	0	33 373	0	33 373
TOTAL	0	33 373	0	33 373

<i>En milliers d'euros</i>					
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31-déc.-14	Juste valeur
Avances remboursables			39 209	39 209	39 209
Crédit syndiqué - Tranche B			225 610	225 610	225 610
Crédit syndiqué - Autres tranches			52 500	52 500	52 500
Autres Emprunts bancaires			2 952	2 952	2 928
Affacturation			56 706	56 706	56 706
Financement crédit-bail immobilier			2 706	2 706	2 709
Facilités bancaires et autres			3 066	3 066	3 066
Autres passifs long terme			19 285	19 285	19 285
Instruments financiers dérivés	13 935	14 113		28 048	28 048
Fournisseurs et autres créanciers			185 813	185 813	185 813
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	13 935	14 113	687 847	616 895	616 874

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	0	28 048	0	28 048
TOTAL	0	28 048	0	28 048

La juste valeur des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres créanciers. Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les passifs financiers dont la valeur au bilan est différente de la juste valeur sont les emprunts et dettes financières à taux fixe ne faisant pas l'objet de couverture.

13.1 Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à plus d'un an	90 967	172 778
Financement crédit-bail immobilier – part à plus d'un an	1 336	2 020
Passifs non courants	92 304	174 797
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à moins d'un an	632	108 285
Financement crédit-bail immobilier – part à moins d'un an	688	686
Affacturation	59 247	56 706
Autres dettes financières	1 526	3 066
Passifs courants	62 093	168 743
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	154 396	343 540

Rapprochement de la dette liée au factor (affacturation) :

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Créances cédées au factor	120 934	108 196
Financement obtenu du factor	72 401	67 521
Trésorerie disponible chez le factor	-13 155	-10 815
DETTE FINANCIÈRE - AFFACTURAGE	59 247	56 706

La trésorerie disponible chez le factor correspond aux créances clients cédées directement encaissées par le factor entre la dernière date de demande de financement et la date de la clôture des comptes.

Les termes et conditions des emprunts en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	31-déc.-15	
				Valeur nominale d'origine	Valeur comptable
Crédit syndiqué - Tranche B	EURO	EURIBOR+ marge	2020	97 785	90 967
Emprunts bancaires garantis	EURO	3,0%-4,8%-5,8%	2016	21 209	400
Emprunts bancaires garantis	EURO	EURIBOR+ marge	2016	1 500	232
Affacturation	EURO/USD	EURIBOR/LIBOR	n/a	83 800	59 247
Financement crédit-bail immobilier	EURO	4,7%-7,2%	2020	25 013	2 024
Facilités bancaires et autres	EURO	EURIBOR+ marge	n/a	1 526	1 526
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES				259 233	164 396

13.2 Covenants financiers

Engagement financiers sur le crédit syndiqué

Le crédit syndiqué inclut un covenant engageant le Groupe à respecter un minimum d'EBIT dont l'application n'interviendra qu'à partir des comptes clos au 31 décembre 2017.

13.3 Avances remboursables

Les avances remboursables d'un montant global de 41 M€ correspondent notamment aux programmes A380 pour 24 M€ et aux programmes A350 pour 15 M€. Les avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

NOTE 14 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15	31-déc.-14
Dettes fournisseurs	94 917	91 155
Dettes sociales	47 969	54 597
Dettes fiscales	13 202	13 694
Clients créditeurs	5 737	10 617
Autres dettes	18 352	15 750
TOTAL DETTES ET AUTRES CRÉDITEURS	180 177	185 813

NOTE 15 IMPÔTS

15.1 Créances d'impôt

Le montant constaté au 31/12/2015 pour 23,5 M€ correspond à des crédits d'impôt pour 22,4 M€ (crédits d'impôt recherche et crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

15.2 Impôts différés

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15	31-déc.-14
Impôts différés actif	21 235	17 075
Impôts différés passif	-503	-12 186
IMPOTS DIFFERES A L'OUVERTURE	20 732	4 890
Produit (charges) d'impôt différé de la période	3 313	5 637
Variation des impôts différés passant en capitaux propres	-908	10 206
IMPOTS DIFFERES A LA CLOTURE	23 138	20 732
Dont impôts différés actifs	24 430	21 235
Dont impôts différés passifs	-1 292	-503

L'analyse des actifs nets d'impôts différés par nature se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15	31-déc.-14
Immobilisations incorporelles et corporelles	-3 821	-2 955
Instruments financiers	11 311	9 557
Engagements envers le personnel	4 925	4 536
Autres provisions (provisions réglementées)	-3 065	-2 521
Emprunts et dettes financières	-575	-426
Déficits reportables	13 354	11 854
Autres	1 009	688
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPOTS DIFFERES NET	23 138	20 732

La principale source d'impôts différés actif concerne l'activation des reports déficitaires issus du Groupe fiscal français pour un montant de 13,4 M€ au 31 décembre 2015. Sur le périmètre d'intégration fiscale français, des impôts différés actifs pour un montant de 46 M€ n'ont pas été reconnus en 2015. Les déficits fiscaux du Groupe proviennent du groupe fiscal français et sont reportables sans limitation de durée. Pour apprécier sa capacité à récupérer ces actifs, le Groupe tient compte notamment des prévisions de résultats fiscaux futurs du périmètre d'intégration fiscale sur un horizon généralement de cinq ans.

NOTE 16 CHIFFRE D'AFFAIRES

PAR DOMAINE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15		31-déc.-14	
	Montant	%	Montant	%
Activité civile	692 052	97,1%	649 033	97,7%
Activité militaire	20 371	2,9%	15 027	2,3%
TOTAL	712 424	100,0%	664 060	100,0%

PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15		31-déc.-14	
	Montant	%	Montant	%
France	392 081	55,0%	382 231	57,6%
Export	320 343	45,0%	281 829	42,4%
TOTAL	712 424	100,0%	664 060	100,0%

PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE (EXPORTATIONS DIRECTES)

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-15		31-déc.-14	
	Montant	%	Montant	%
Europe	451 233	63,3%	455 574	68,6%
Amérique	256 238	36,0%	204 163	30,7%
Asie	4 946	0,7%	2 223	0,3%
Autres	7	0,0%	2 100	0,3%
TOTAL	712 424	100,0%	664 060	100,0%

PAR NATURE*En milliers d'euros*

	31-déc.-15		31-déc.-14	
	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires - contrats de construction	339 505	47,7%	304 655	45,9%
Chiffre d'affaires - biens	262 028	36,8%	247 135	37,2%
Chiffre d'affaires - services	110 891	15,6%	112 269	16,9%
TOTAL	712 424	100,0%	664 060	100,0%

NOTE 17 ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES*En milliers d'euros*

	31-déc.-15	31-déc.-14
Achats consommés	-150 566	-133 210
Marchandises consommées	-3 087	-1 517
Sous-traitance	-205 201	-194 809
Charges externes	-71 880	-68 808
ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES	-430 734	-398 344

NOTE 18 AUTRES PRODUITS

Le montant des autres produits comprend notamment des subventions pour 3,1 M€, des crédits d'impôts recherche et CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) pour 7,5 M€ et de la production immobilisée pour 3,6 M€.

NOTE 19 DETAIL DU RESULTAT FINANCIER*En milliers d'euros*

	31-déc.-15	31-déc.-14
Coût de l'endettement net	-12 560	-14 711
Gains et pertes de change réalisés :	-6 650	-4 978
- sur instruments dérivés EUR/USD	-11 531	-2 035
- sur autres instruments dérivés	-2 368	-1 897
- résultat de change réalisé sur postes du bilan	7 248	-1 046
Autres charges et produits financiers réalisés	-4 024	-9 302
Résultat financier réalisé	-23 235	-28 991
Variation de juste valeur des instruments financiers :	-6 910	-10 867
- sur instruments dérivés de change EUR/USD	-5 977	-13 318
- sur autres instruments dérivés de change	190	747
- sur instruments dérivés de taux	-1 123	1 705
Réévaluation des postes du bilan	-1 185	3 902
Autres charges et produits financiers latents	-2 565	-2 572
Résultat financier latent	-10 660	-9 536
RESULTAT FINANCIER	-33 895	-38 527

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés de change EUR/USD provient essentiellement de l'appréciation de la valeur temps des options. Aucune inefficacité des couvertures n'a été constatée au titre de l'exercice 2015.

Au titre de l'exercice 2015, les autres charges et produits financiers réalisés comprennent principalement l'amortissement des coûts de renégociation de la dette selon la méthode du TIE pour un montant de -0,9 M€ et des frais financiers relatifs aux règlements de litiges fiscaux pour - 2,5 M€.

Au titre de l'exercice 2015, les autres charges et produits financiers latents comprennent notamment les intérêts courus sur avances remboursables pour un montant de -1,6 M€ et le coût du financement des engagements de retraite pour un montant de -0,3 M€.

NOTE 20 CHARGE D'IMPOTS

20.1 Convention d'intégration fiscale

En France, la société LATECOERE s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, LATECOERE Services et LATECOERE Développement.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

20.2 Charge d'impôts sur les bénéfices

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Impôts exigibles	-5 592	-4 021
Impôts différés	3 313	5 637
TOTAL	-2 278	1 616

20.3 Rapprochement entre impôt théorique et impôt réel

En milliers d'euros		31-déc.-15
Résultat net consolidé des entreprises intégrées		1 820
- Charge d'impôt consolidée (exigible et différé)		-2 278
Résultat consolidé avant impôt (avant partage groupe/minoritaires)		4 098
- Résultat des sociétés mises en équivalence		0
Résultat consolidé avant impôt (A)		4 098
Taux théorique (taux courant applicable société mère) (B)		38,00%
Charge fiscale théorique (A*B)		-1 557
Différences permanentes		-1 468
Impact lié au taux		1 261
Impact réduction d'impôt / crédits d'impôts*		2 839
(Pertes fiscales non utilisées**) / Imputation des bénéfices fiscaux		-3 652
Activation déficits antérieurs		1 500
Autres		-1 200
Sous-total		-721
CHARGE FISCALE REELLE		-2 278
TAUX EFFECTIF D'IMPOT		55,6%

* Ce montant correspond essentiellement au crédit d'impôt recherche / CICE

** Les pertes fiscales non utilisées sont sans limite de report

NOTE 21 GESTION DES RISQUES

21.1 Risque de contrepartie

Le Groupe est principalement exposé au risque de crédit et de contrepartie concernant les clients, les instruments financiers dérivés et les placements financiers temporaires.

Le risque de défaillance de contreparties lié aux clients est très limité du fait de la qualité du crédit des principaux clients (avionneurs de 1^{er} rang) des branches Aérostructure et Systèmes d'interconnexions.

Les contreparties relatives à la branche Ingénierie sont plus nombreuses et peuvent présenter un risque plus élevé. Cependant, ce risque est jugé peu significatif au regard des principales contreparties du Groupe.

A la clôture de l'exercice, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

Le Groupe met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1^{er} rang et ne présentent donc pas de risque de défaillance significatif.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1^{er} rang.

21.2 Risque de liquidité

Afin de faire face à son risque de liquidité, le Groupe utilise des emprunts, des lignes de crédit court terme, des découverts autorisés et des lignes d'escompte (affacturation). Les flux de trésorerie non actualisés présentés dans les tableaux ci-après intègrent les

intérêts financiers. Les intérêts financiers ont été calculés sur la base du taux variable de 2015 pour la part des passifs financiers à taux variable. Les passifs financiers par maturité s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-15				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie non actualisé	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	40 963	-73 715	-3 740	-28 558	-41 417
Crédit syndiqué - Tranche B	90 967	-90 967	0	0	-90 967
Autres Emprunts bancaires	632	-1 903	-1 550	-353	0
Affacturation	59 247	-59 247	-59 247	0	0
Financement crédit-bail immobilier	2 024	-2 270	-811	-1 240	-219
Facilités bancaires et autres	1 528	-1 526	-1 526		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	203 138	-203 138	-184 346	-13 191	-5 601
Total des passifs financiers non dérivés	398 498	-432 767	-251 220	-43 342	-138 206
Instrument dérivé de couverture (valeur intrinsèque)	21 781	-21 781	-21 781		
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	420 279	-454 548	-273 002	-43 342	-138 206

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs correspondent pour :

- 180 M€ à des fournisseurs et autres créditeurs détaillés dans la note 14 de l'annexe des comptes consolidés,
- 23 M€ à d'autres passifs.

En milliers d'euros	31-déc.-14				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie non actualisé	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	39 209	-73 433	-2 312	-27 613	-43 508
Crédit syndiqué - Tranche B	225 610	-248 251	-80 649	-185 602	
Crédit syndiqué - Autres tranches	52 500	-53 460	-53 460		
Autres Emprunts bancaires	2 952	-8 084	-3 477	-4 057	-549
Affacturation	56 706	-56 706	-56 706		
Financement crédit-bail immobilier	2 706	-3 081	-811	-1 803	-467
Facilités bancaires et autres	3 066	-3 066	-3 066		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	205 098	-205 098	-188 617	-10 863	-5 618
Total des passifs financiers non dérivés	587 847	-649 179	-369 098	-229 938	-50 143
Instrument dérivé de couverture (valeur intrinsèque)	14 113	-14 113	-14 113		
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	601 960	-663 292	-383 211	-229 938	-50 143

21.3 Risque de change

Risque de change dollar

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et par des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des

hypothèses futures estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison.

Le Groupe facture environ 78% de ses ventes en dollars et achète environ 54% de fournitures ou sous-traitance en dollars. L'incidence des opérations de couvertures dollars inscrites en chiffre d'affaires s'élève à -44 315 K€ en 2015 et à +3 867 K€ en 2014.

La politique de couverture du risque de change permet d'en limiter l'impact sur les comptes sociaux et consolidés du groupe LATECOERE. Il est à noter que le tableau ci-après correspond uniquement à la situation constatée au 31 décembre 2015 et ne reflète pas l'intégralité des couvertures futures. Par ailleurs, au 31 décembre 2015, les flux nets estimés en USD ont été couverts à près de 95% sur l'exercice 2016, environ 85% sur l'exercice 2017 et environ 20% sur l'exercice 2018. L'impact du risque de change sur le compte de résultat est détaillé dans la note 19.

a) Exposition et sensibilité bilancielle au dollar

L'exposition bilancielle du Groupe au risque de change en dollars est la suivante :

	31-déc.-15		31-déc.-14	
	K\$	K€	K\$	K€
Créances clients	124 294	114 167	121 007	99 668
Dettes fournisseurs	-36 106	-33 184	-38 150	-31 422
Autres (y compris affacturage)	-60 902	-55 940	-56 494	-46 531
Endettement net	24 026	22 068	10 734	8 841
EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE	51 312	47 131	37 097	30 555
Instruments de couverture portant sur les créances au bilan	0	0	0	0
EXPOSITION NETTE APRES COUVERTURE	51 312	47 131	37 097	30 555

Une analyse de sensibilité a été réalisée en prenant comme hypothèse une variation de 5% de la devise USD par rapport à l'euro sur la base de l'exposition nette du Groupe au bilan au 31 décembre 2015. Cette variation aurait eu pour conséquence une baisse du résultat avant impôt de 2 244 K€ au 31 décembre 2015 contre une baisse de 1 455 K€ au 31 décembre 2014.

b) Sensibilité sur les flux transactionnels en dollar

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur les flux relatifs aux transactions réalisées en USD par des sociétés dans la monnaie fonctionnelle est l'euro net de l'impact des couvertures de change EUR/USD de la période.

	31-déc.-15		31-déc.-14	
	-5%	+5%	-5%	+5%
Hypothèse de variation du cours euro/dollar US	-5%	+5%	-5%	+5%
Cours moyen de la période	1,110		1,329	
Cours moyen après sensibilité	1,054	1,165	1,282	1,395
Résultat opérationnel	1 818	-1 645	5 835	-4 489
Résultat financier	0	0	-4 082	1 104
RESULTAT AVANT IMPOT	1 818	-1 645	1 753	-3 385

c) Sensibilité des instruments financiers dérivés dollar

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur la base du portefeuille des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie détenu à la clôture de l'exercice. Une baisse de 5% de la devise USD par rapport à l'euro aurait eu pour conséquence une baisse du résultat avant impôt de 15,6 M€ et une baisse des capitaux propres avant impôt de 19,2 M€.

Autres risques de change

Le Groupe a également mis en place des couvertures de change visant à se protéger des fluctuations de la couronne tchèque par rapport à l'euro liées à sa filiale LATECOERE Czech Republic s.r.o. et des fluctuations du réal brésilien par rapport au dollar liées à sa filiale LdB. Ces instruments financiers sont détaillés dans la note 9.

Une analyse de sensibilité a été réalisée en prenant comme hypothèse une augmentation de 5% de la devise dollar (USD) par rapport au réal (BRL). Cette variation aurait pour conséquence une augmentation du résultat avant impôt de 0,1 M€.

Une analyse de sensibilité a également été réalisée en prenant comme hypothèse une augmentation de 5% de la devise euro par rapport à la couronne tchèque (CZK). Cette variation aurait pour conséquence une baisse du résultat avant impôt de 0,7 M€ et une diminution des capitaux propres avant impôt de 0,4 M€.

Le risque de change sur les autres devises n'est pas jugé significatif au vu de l'exposition du Groupe à celles-ci.

Risque de change conversion

Le risque de change de conversion correspond au risque sur la conversion en euros des états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro. Les principales sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont LATECOERE Czech Republic (risque EUR/CZK), LATECOERE Do Brazil (risque EUR/BRL), SEA-LATelec (risque EUR/TND) et les filiales mexicaines (risque EUR/MXN).

Un test de sensibilité a été mis en œuvre sur les filiales dont les montants sont significatifs (LATECOERE Czech Republic et LATECOERE Do Brazil). Ainsi, une dévalorisation de 5% des devises BRL et CZK par rapport à l'euro entraînerait une diminution des capitaux propres au 31 décembre 2015 de -2,1 M€ contre -1,9 M€ au 31 décembre 2014. Pour rappel, le montant de la réserve de conversion dans les capitaux propres s'élève à 8,5 M€ au 31 décembre 2015 contre 5,9 M€ au 31 décembre 2014.

21.4 Risque de taux

En milliers d'euros		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31-déc.-15	31-déc.-14
Actifs financiers	Taux fixe	0	0	0	0	0
	Taux variable	90 370	0	0	90 370	33 366
Passifs financiers	Taux fixe	-1 147	-13 940	-26 632	-41 718	-43 400
	Taux variable	-60 946	-90 997	0	-151 943	-336 286
EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE	Taux fixe	-1 147	-13 940	-26 632	-41 718	-43 400
	Taux variable	29 425	-90 997	0	-61 572	-304 920
Instruments financiers dérivés	Taux fixe	0	0	0	0	0
	Taux variable	97 908	0	0	97 908	175 000
POSITION NETTE APRES COUVERTURE	Taux fixe	-1 147	-13 940	-26 632	-41 718	-43 400
	Taux variable	127 333	-90 997	0	36 336	-129 920

La quasi-totalité de l'endettement net moyen et long terme est basé sur des référentiels courts termes. Le coût de la dette bancaire ressort à 4,4% en moyenne sur l'exercice 2015 contre 4,1% sur l'exercice 2014. Le taux d'intérêt moyen global porté par le Groupe (incluant également l'amortissement des frais d'émission des obligations convertibles via le taux d'intérêt effectif et la part intérêt des remboursements d'avances remboursables intervenus sur l'exercice) en 2014 s'élève à 4,8% contre 4,5% en 2014.

Le test de sensibilité mis en œuvre a été effectué sur une base nette de couverture de taux les emprunts à taux variables au 31 décembre 2015. En prenant comme hypothèse une hausse des taux court terme de 100 points de base, l'impact sur le résultat avant impôt du Groupe serait une hausse des frais financiers de 1 081 K€ par an.

21.5 Risque matières

Le Groupe LATECOERE est exposé au risque matière dans le cadre de ses achats de matières premières, essentiellement l'aluminium, l'acier et le titane. Depuis 2007, le Groupe a négocié des contrats avec ses principaux fournisseurs soit de façon indépendante, soit dans le cadre des programmes de ses clients. Ces contrats sont conclus sur 2 à 3 ans comprennent des clauses de prix qui reviennent soit à les rendre constants sur la durée du contrat, soit à les faire évoluer selon un indice prévu à l'avance, en moyenne plus faible que les augmentations passées. Dans le cadre de certains contrats, la matière est confiée par le client, ce qui diminue le risque pour le Groupe.

21.6 Risque actions

Le Groupe détient essentiellement des actions LATECOERE, dont les variations sont ajustées en fonction du cours de clôture. Les titres auto-détenus sont comptabilisés en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés. Le montant des titres auto-détenus au 31 décembre 2015 s'élève à 120 K€.

Compte tenu du fait qu'à la clôture de l'exercice la Société ne détient que 29 432 de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité, l'impact de variation du cours serait non significatif.

Par ailleurs, le Groupe ne détient pas d'autres actions significatives cotées et n'est à ce titre pas exposé au risque de fluctuation des cours de bourse.

NOTE 22 EFFECTIF MOYEN

	31-déc.-15				31-déc.-14
	Cadres	ETAM	Ouvriers	Total	Total
LATECOERE	336	573	158	1 067	1 128
LATECOERE do BRASIL	34	134	225	393	347
LATECOERE Czech Republic s.r.o.	41	242	430	713	687
LATECOERE Mexico Services	21	0	60	81	44
LATECOERE Inc	4	1	0	5	4
Aérostructure Industrie	436	950	873	2 259	2 210
LATECOERE Services	308	239	0	547	488
G*Metnc	42	26	0	68	66
G*Metnc GmbH	3	3	0	6	8
G*Metnc UK	1	5	5	11	10
LATECOERE Services Ibéria	12	27	0	39	37
LATECOERE Services Canada Inc.	13	3	0	16	26
LATECOERE Services LTD	0	0	0	0	0
LATECOERE Services GmbH	12	4	2	18	12
Aérostructure Services	391	307	7	705	646
LATelec	149	241	289	679	701
SEA LATelec	40	127	658	825	841
LATelec GmbH	38	44	20	102	99
LATelec Mexico Services	30	0	257	287	207
Systèmes d'interconnexion	257	412	1 224	1 893	1 847
GROUPE	1 084	1 669	2 104	4 857	4 703

NOTE 23 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS ÉVENTUELS

23.1 Engagements financiers

Les engagements donnés par le Groupe à la clôture de l'exercice se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-15				31-déc.-14
	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Créances clients données en garantie (1)	59 247	0	0	59 247	56 706
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles (2)	17 406	211 694	0	229 100	204 208
TOTAL	76 653	211 694	0	288 347	260 914

- (1) Les créances clients données en garantie correspondent aux créances financées par le Factor dans le cadre du contrat d'affacturage
 (2) Ces nantissements portent sur des éléments d'actifs reconnus au bilan pour 23 M€ et sur des éléments incorporels non reconnus au bilan pour 206 M€.

23.2 Engagements au titre des contrats de location simple

Dans le cadre de son exploitation, le Groupe est amené à mettre en place des contrats de location simple. Le montant de la charge de l'exercice s'élève à 8,7 M€. Les principaux contrats sont les suivants :

- véhicules de location ;
- location de matériels informatiques et bureautiques (équipements bureautiques général et technique, photocopieurs, fax ...) ;

- locations immobilières ;
- locations diverses (ponctuelles).

L'ensemble de ces contrats ne comporte aucune clause spécifique pouvant avoir un impact sur le mode de renouvellement ou de résiliation de ces contrats.

23.3 Autres engagements

Dans le cadre de ses activités courantes ; le Groupe a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

Le Groupe a également donné dans le cadre de ses activités courantes des engagements auprès de ses clients et des douanes pour un montant total de 2 361 K€.

23.4 Autres passifs éventuels

Au 31 décembre 2015, le Groupe n'a pas identifié d'autres passifs éventuels significatifs.

23.5 Entités non consolidées

LATECOERE détient 24,81 % du capital de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

Cette participation, aux côtés des autres actionnaires, Airbus, Dassault et SAFRAN permet au Groupe de renforcer ses compétences dans le domaine des matériaux composites.

Le Groupe n'exerce plus d'influence notable sur la société Corse Composites Aéronautique depuis le 1^{er} avril 2013. Par conséquent, cette société a été

déconsolidée et l'actif financier a été classé en autres actifs financiers.

Les données ci-après récapitulent les principaux indicateurs financiers de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (données à 100%) :

- CA 2015 : 52,7 M€ (45,5 M€ en 2014)
- Résultat net 2015 : 0,7 M€ (1,0 M€ en 2014)

Le Groupe n'a pas accordé de soutien financier à la société CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

NOTE 24 PARTIES LIEES

24.1 Principaux flux avec les parties liées

Relation de l'exercice 2015 avec des entités non consolidées au 31 décembre 2015 :

En milliers d'euros	Groupe LATECOERE	CCA
Produits opérationnels	0	2 082
Achats	2 082	0
Clients	0	133
Dettes	133	0

Les transactions avec les parties liées se font sur la base de prix de marché.

24.2 Rémunération des dirigeants

Le Groupe a défini comme « Key managers » les personnes ayant les fonctions suivantes :

- membres du Conseil d'Administration de la société LATECOERE ;
- membres du comité exécutif de la société LATECOERE ;
- directeurs ou gérants de filiales consolidées par intégration globale.

Pour l'ensemble des personnes entrant dans la définition ci-dessus, le total des rémunérations, avantages acquis ou à acquérir représentent au 31 décembre 2015 la somme de 2 641 K€ contre 2 531

K€ au 31 décembre 2014. Le montant relatif aux engagements de retraites et médailles du travail s'élève à 248 K€ au titre de l'exercice 2015 contre 263 K€ au titre de l'exercice 2014.

La rémunération due au titre de l'exercice 2015 de l'ensemble des membres du conseil de surveillance et du Conseil d'Administration au titre de leur mandat s'élève à 305 K€. Au 31 décembre 2014 la rémunération due de l'ensemble des membres du conseil de surveillance au titre de leur mandat s'élevait à 266 K€.

24.3 Principales relations entre la société LATECOERE et ses filiales

Les principaux flux intra-groupe concernent des flux économiques relatifs à la production de sous-ensembles.

Le Groupe est organisé autour de deux activités : les « Aérostructures » (regroupant la division Aérostructure Industrie et Aérostructure Services) et les « Systèmes d'interconnexion ». Chaque société leader d'une division ou activité possède des filiales (en France ou à l'Etranger) lui permettant de répondre à ses besoins industriels. Compte tenu de l'organisation générale du Groupe, les différentes sociétés faisant partie du périmètre de consolidation peuvent avoir des relations industrielles et commerciales entre elles afin de répondre aux besoins de production de chaque entité. Les transactions intra-Groupe étant variables, il n'est pas possible d'en définir a priori les montants annuels.

Les conditions de règlements applicables entre les différentes sociétés du Groupe sont en adéquation avec celles applicables aux autres fournisseurs et

prennent en compte, le cas échéant, les besoins ponctuels liés à la gestion de trésorerie centralisée.

La société LATECOERE, maison mère du Groupe, centralise certains actes de la gestion globale des filiales (management général, gestion des assurances et des risques, gestion financière...). De ce fait, elle facture à ses filiales des « frais de siège » intégrant les coûts relatifs de ces postes.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée, la société LATECOERE peut être amenée à octroyer à ses filiales (détenues directement) des avances en compte courant (trésorerie court terme) ou des prêts (moyen ou long terme) en vue de permettre le financement des investissements immobiliers et industriels. Les financements court terme font l'objet de conventions réglementées et sont porteurs d'intérêts. Les prêts font l'objet de contrats spécifiques reprenant l'objet du financement, la durée ainsi que le taux appliqué. Dans certains cas, cette méthode de financement interne au Groupe peut être mise en place entre une filiale de la société LATECOERE et sa / ses

sous-filiale(s), les procédures et conditions restant identiques à celles décrites ci-dessus. A l'exception des sociétés du Groupe et des relations avec les

En France, la société LATECOERE s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, LATEOCERE Services et LATECOERE développement.

« Key Managers » mentionnées ci-dessus, il n'existe pas d'opération significative avec des parties liées hors-Groupe.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

NOTE 25 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE (INTERETS MINORITAIRES)

La filiale G² Metric constitue la seule filiale consolidée matériellement significative avec des intérêts minoritaires :

En milliers d'euros	31-déc.-15			31-déc.-14		
	% de participation	Q/P des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	% de participation	Q/P des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle
G ² METRIC	49%	3 045	618	49%	2 755	933

Le tableau ci-après récapitule les principales informations financières de G² Metric avant éliminations des intragroupes :

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-14
Actif immobilisé	1 127	1 225
Stocks et encours	261	359
Clients	3 795	2 828
Autres	3 574	2 349
Disponibilités	4 064	4 452
TOTAL ACTIF	12 821	11 213
Capitaux propres	6 215	5 623
Provisions	10	1
Dettes financières	88	164
Fournisseurs	843	1 020
Dettes sociales et fiscales	2 599	2 293
Autres	3 067	2 112
TOTAL PASSIF	12 821	11 213
Chiffre d'affaires	12 407	12 617
Résultat net	1 262	1 903

Les dividendes versés aux intérêts minoritaires se sont élevés à 328 K€ au titre de l'exercice 2015 et à 325 K€ au titre de l'exercice 2014.

NOTE 26 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.